



Université du Québec en Outaouais



Pistes de sortie du capitalisme : le mouvement coopératif est-il de la partie?

Par Louis Favreau, Sociologue

Note sur l'auteur

Docteur en sociologie et professeur à l'UQO, titulaire d'une chaire de recherche, la CRDC, et co-directeur dans deux ARUC, **Louis Favreau** a été membre, directeur puis rédacteur en chef de la revue *Économie et Solidarités* pendant une décennie (1990-2000). Il est vice-président du *Groupe d'économie solidaire du Québec* (GESQ) et membre observateur au CA du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM). Dernier ouvrage : *Mouvement coopératif, une mise en perspective*. Collection *Initiatives*, Presses de l'Université du Québec, 2010.

Publication conjointe de l'Alliance de recherche Université-communauté/Innovation sociale et développement des communautés (l'ARUC-ISDC) et de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série : Documentation et Diffusion, numéro 15

ISBN : 978-2-89251-397-4

Juin 2010

TABLE DES MATIÈRES

<i>Table des encarts</i>	ii
AVANT-PROPOS	iii
Projet de société et mouvement coopératif : une brève histoire	1
Peut-on sortir du capitalisme? Y a-t-il une alternative?	2
Sortir du capitalisme?	2
Première question: d’abord y a-t-il un capitalisme au singulier ou des capitalismes?	3
Deuxième question : doit-on parler d’une Alternative ou d’alternatives	4
Y a-t-il des forces sociales capables de refaire le monde à l’échelle de la planète?	5
Urgence écologique, justice sociale et solidarité internationale : pièces maîtresses d’un projet de société pour aujourd’hui	6
Projet de société : l’ouverture d’une brèche dans le système économique dominant	7
Sortir du capitalisme : de quelques raisons de vouloir réinventer l’économie	9
Un premier repère : sortir du «fondamentalisme de marché»	10
Un second repère : sortir de la privatisation de biens sociaux communs	10
Troisième repère : sortir de la crise globale	10
Les coopératives peuvent-elles être porteuses d’un tel projet de société ?	12
Première piste de sortie du capitalisme : la démocratisation de l’économie	12
Deuxième piste de sortie du capitalisme : le renouvellement de l’État social	13
Troisième piste de sortie du capitalisme : se mettre au vert ou la transformation écologique de l’économie	14
Quatrième piste de sortie du capitalisme : construire un mouvement citoyen international	15
Cinquième piste de sortie du capitalisme : intensifier la solidarité internationale Nord-Sud	17
En guise de conclusion provisoire	17
Bibliographie	18

TABLE DES ENCARTS

Positions récentes d'organisations du mouvement coopératif	8
Alliance coopérative, section Europe (propos de son directeur général)	13
Le mouvement coopératif au Québec et dans le monde bouge-t-il ?	16

AVANT-PROPOS

«La crise n'a jamais été aussi forte et les inégalités aussi grandes.
Notre conception du compromis social ne peut plus être la même»

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT
Congrès de la CFDT de juin 2010
(la CFDT est la «cousine» française de la CSN)

Pour ceux et celles d'entre nous qui venons d'une expérience progressiste antérieure, comme la gauche socialiste, ce fut probablement un choc de mesurer l'ampleur des transformations dans la vie des sociétés humaines qu'implique l'écologie politique. Bien au-delà des droits de l'homme ou de la redistribution des richesses, du pouvoir et de la propriété, l'écologie politique exige une transformation profonde de la vie matérielle, de la façon même de produire, de consommer, de partager la vie de la communauté. En ce sens, elle apparaît comme plus «radicale» (allant plus à la racine des choses) que toutes les idéologies progressistes antérieures

Intervention d'*Alain Lipietz, député européen du Parti vert français et économiste* dans un atelier d'Europe Écologie sur «Approfondir les valeurs de l'écologie politique», Arcueil, 8 mai 2010.

Des mouvements sociaux et l'opinion publique en général constatent le **divorce** de plus en plus manifeste entre, d'un côté, les **valeurs de l'économie dominante** soit le tout au marché, l'appât du gain et le triomphe de la cupidité, la prospérité du vice et la croissance sans limite et, de l'autre, **les valeurs de la société** telles que la démocratie, la justice économique et sociale, le développement durable et solidaire des communautés, l'équité hommes-femmes...

Louis Favreau, sociologue dans l'avant-propos du livre *Mouvement coopératif, une mise en perspective*, PUQ, collection Initiatives.

*Peut-on concilier capitalisme et équité ? Pas sûr, loin s'en faut ! La crise actuelle n'est pas seulement financière et économique. Elle est écologique et sociale. C'est une crise globale révélatrice des interdépendances fortes entre ces différentes dimensions et révélatrice des dérives particulièrement marquées de la forme actuelle de ce capitalisme. Comment dès lors **débattre du progrès social** aujourd'hui, comment réinventer l'économie et l'orienter vers un type de société qui entend respecter les équilibres écologiques et être porteuse de justice économique et sociale ? Quelques paramètres d'aujourd'hui pour répondre à cette question: 1) des réponses à l'urgence écologique ; 2) un développement solidaire et durable des territoires ; 3) un renouvellement de l'État social ; 4) la démocratisation de l'économie ; 5) la solidarité internationale ; 6) des alliances entre mouvements. Aucun projet de société aujourd'hui ne peut passer à côté de ces axes stratégiques d'action collective. On ne part pas de zéro : des solutions à ces grandes questions sont déjà en partie contenues dans les pratiques les plus innovatrices de différents mouvements et notamment du mouvement coopératif. En fait, **des alternatives sont déjà là** dans des milliers d'expériences de ce type au Québec et de par le monde. Il faut cependant **les coupler avec des alternatives globales** pour fournir une vision d'ensemble et un projet commun des changements écologiques, économiques et sociaux à faire et pour favoriser la mise en réseau des organisations concernées à toutes les échelles d'intervention (locale, nationale et internationale).*

Projet de société et mouvement coopératif : une brève histoire

Le Conseil de la coopération du Québec a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif québécois et ce, en accord avec les principes et les valeurs de l'Alliance coopérative internationale (ACI) (extrait de mission, site du CQCM)

Le mouvement coopératif québécois, par son Conseil de la coopération et de la mutualité, le CQCM, organise en septembre prochain une grande conférence internationale intitulée *Quel projet de société pour demain? Enjeux, défis et alternatives*. Cette opération de mobilisation n'est pas le fruit du hasard. Le mouvement coopératif québécois n'en est pas à sa première réflexion sur son projet d'une société plus démocratique et plus équitable. Dans sa période d'émergence au début du 20^e siècle jusqu'aux années 60, il a d'abord assumé une affirmation nationale, c'est-à-dire le destin des Canadiens-français devenus par la suite des Québécois (comme d'autres mouvements d'ailleurs, notamment l'UPA et la CSN). Sa concentration dans les secteurs de l'épargne, de l'agriculture et de la prévoyance a permis fournir au nationalisme économique d'ici les premières assises du «modèle québécois de développement» (Turcotte, 2010). Puis, dans les années 60, avec la «révolution tranquille», le mouvement coopératif, en participant de ce mouvement, s'est renforcé et fortement diversifié au point de constituer plus tard, dans les années 90, au sein du CQCM, une quinzaine de fédérations.

Ce faisant, le projet social dont il était porteur est alors devenu pluriel, des courants alternatifs alimentant les nouvelles coopératives dans des secteurs comme le travail, l'alimentation et l'habitation par exemple. Des proximités plus grandes de certaines de ses composantes avec le mouvement syndical et le mouvement communautaire se sont faites également jour. Aujourd'hui, même si le nationalisme économique fait partie de la toile de fond (symbolisé par le Mouvement Desjardins pour les coopératives et par Hydro-Québec pour les entreprises publiques) d'un projet québécois de développement économique et social et même si les utopies autogestionnaires des années 70 sont encore présentes à l'état diffus, cela ne suffit plus. La crise globale du capitalisme, l'urgence écologique et la mondialisation néolibérale qui a amplifié les interdépendances obligent à une révision en profondeur du projet.

En fait aujourd'hui, chez beaucoup d'intellectuels (chercheurs et journalistes) et de dirigeants de mouvements, la réflexion s'est enrichie d'une thématique plus générale cherchant à **revisiter l'ensemble de l'économie** plutôt que de s'en tenir à une ou l'autre de ses facettes: «imaginer l'après-crise» (Lizée, 2009); le «monde d'après» (revue *Alternatives économiques*, 2009); «sauver la planète en sortant du capitalisme» (Kempf, 2008); «écologie sociale et politique» (Lipietz, 2009; George, 2008); «social-démocratie renouvelée» (coopérative d'édition OÏKOS); «alternative au capitalisme par l'économie sociale» (Jeantet, 2008); «démocratie participative et économie solidaire» (Béland, 2009); «nouvelle narration du monde» (Petrella, 2007); «des voies pour réinventer l'économie» (revue *Relations*, juin 2010). Constante de ces travaux et réflexions, du moins pour une majorité : **le retour de la notion de capitalisme (et de sa critique) et l'ouverture à la dimension planétaire des enjeux**. De même, la révision des stratégies de partenariat s'impose car comme le dit si bien François Chérèque, secrétaire général de la CFDT (la «cousine» française de la CSN) : «La crise n'a jamais été aussi forte et les inégalités aussi grandes. Notre conception du compromis social ne peut plus être la même» (congrès de la CFDT de juin 2010).

Peut-on sortir du capitalisme? Y a-t-il une alternative?

Prenons Kempf et Lipietz comme entrée en matière. Hervé Kempf, journaliste au journal *Le Monde* a produit un excellent essai sur l'écologie de la planète et la manière de s'en sortir. L'intitulé fort à propos est *Pour sauver la planète, sortir du capitalisme*. De son côté, l'économiste de gauche et député vert au parlement européen, Alain Lipietz, dans son livre *Face à la crise : l'urgence écologiste*, s'accorde aussi à dire qu'il faut **sortir du capitalisme**. Ce n'est pas la chose la plus évidente au monde! Historiquement, à l'intérieur des gauches, cette question a été assez largement débattue. Il nous apparaît dès lors opportun de relancer la réflexion sur

quelques points que sous-tendent cette question des voies de sortie du capitalisme compte tenu des défis assez radicalement nouveaux qui nous occupent, notamment l'urgence écologique et l'interdépendance des sociétés qui ont considérablement modifié la donne aujourd'hui.

Sortir du capitalisme?

«Tout semble indiquer la fin du néolibéralisme» disent certains. Et même la fin du capitalisme comme le dit l'éminent sociologue Immanuel Wallerstein : «Le capitalisme touche à sa fin» (article paru dans *Le Monde* du 12 octobre 2008). Tout ça ne relève pas de l'évidence d'autant qu'il n'y a pas de direction unique du capitalisme... Autrement dit, si certaines sociétés maintiennent le cap néolibéral et donc beaucoup de déréglementation, un État minimal et la banalisation des mouvements sociaux, d'autres sociétés vont plutôt vers un keynésianisme vert, autrement dit une intervention relativement forte de l'État et des mouvements sociaux qui interpellent par leurs mobilisations notamment sur l'urgence écologique et sur l'importance de la lutte contre les inégalités, pas seulement sur une «lutte contre la pauvreté» dans le cadre des *Objectifs du millénaire pour le développement* (OMD)... Ce serait donc à notre avis une erreur de mettre tous ces différents capitalismes «dans le même sac» sous prétexte que leurs «projets» ou «modèles» ne remettent pas fondamentalement en question «la propriété et le contrôle privés des moyens de production...» comme on dit ou comme on disait dans l'univers de la gauche traditionnelle.

Ensuite, il n'y a véritablement aucun projet de société nouveau à l'horizon. N'y a-t-il plutôt des projets de société en gestation et des capitalismes ? On peut par ailleurs ajouter que ceux qui ont remis en question «fondamentalement» la propriété et le contrôle privés des moyens de production...nous ont conduit nulle part ou plutôt vers un étatisme caractérisé par les uns d'«autoritaire» comme ce fut le cas dans les pays du Sud et par d'autres de «totalitaire» comme ce fut le cas dans les pays de l'Est. La propriété collective des moyens de

production par le monopole d'entreprises publiques adossée au contrôle du parti unique!? Une caricature de sortie du capitalisme.

Quant au projet autogestionnaire des années 60-70, c'était une idée fort intéressante à laquelle nous avons longtemps souscrit. Mais qu'a-t-on à offrir de ce côté-là après 40 ou 50 ans de luttes de groupes qui portaient ce projet? Peu de choses! À une chercheuse, branchée sur l'espoir du «modèle vénézuélien», qui disait lors d'un récent colloque international: «Je ne crois pas à un capitalisme à visage humain», quelqu'un lui a répondu du tac au tac : «Et le socialisme à visage humain, vous avez vu ça quelque part!?!». Car la réponse vénézuélienne est assez faible, peu convaincante! En d'autres termes, l'horizon des différentes gauches de par le monde demeure encore relativement flou. La mondialisation en cours rend les choses plus complexes à saisir et la situation plus difficile à changer. **Il y a cependant le Forum social mondial (FSM)** et ses mobilisations depuis presque 10 ans déjà...**Un espoir réinventé** disait si bien le directeur de rédaction de la revue française *Politis*. Mais quelques questions de fond sont encore loin d'être résolues. En voici trois!

Première question: d'abord y a-t-il un capitalisme au singulier ou des capitalismes?

Nombre de mouvements sociaux et le mouvement altermondialiste à sa suite tiennent sur le capitalisme un discours au singulier. Est-ce la bonne manière de raisonner et d'analyser la chose? N'y a-t-il pas là matière à débat quand on voit des différences économiques et sociales notables d'une société à l'autre. Non, il n'y a pas un seul capitalisme, mais des capitalismes affirme d'entrée de jeu le politologue Généreux (1999). Le politologue canadien Hall et son collègue Soskice le confirment en démontrant dans leur dernier ouvrage qu'il existe bel et bien une variété de capitalismes (Hall et Soskice, 2001). Leur ouvrage distingue les «économies de marché libérales» où les relations de marché concurrentielles prévalent et les «économies de marché coordonnées» où l'accent est mis sur les institutions publiques de régulation. Ces

dernières étant celles auxquelles nous faisons référence lorsqu'il s'agit du déploiement de **l'État social** dans son sens le plus fort : intervention plus marquée de l'État dans l'organisation de la société ; présence active de la société civile c'est-à-dire des syndicats, des entreprises collectives comme les coopératives, le mouvement communautaire, le mouvement des femmes... ; extension continue du champ des politiques publiques (environnement...).

Bref, c'est l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, le Danemark par rapport aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande par exemple. Autrement dit, dans les rapports de force entre le monde capitaliste et le mouvement ouvrier, on en est arrivé au 20e siècle, par des luttes sociales, à «civiliser le capital» en quelque sorte mais à des degrés fort divers¹. D'où par exemple que dans une société donnée, l'État peut peser pour 50% du PIB ou pour 30%. Différence majeure puisque la logique du non-marchand, et donc en dernière instance du service public, occupe une place beaucoup plus importante dans un cas que dans l'autre. Autrement dit, potentiellement «l'intérêt général» plutôt que «l'intérêt privé» puisqu'il s'agit des impôts des citoyens et de ce qui est fait avec ceux-ci.

La pression des mouvements sociaux organisés a fait historiquement ses preuves : le volume de l'État ne pesait que pour 10% du PIB au début du 20e siècle, pour 30% au début des années 50 et pour plus ou moins 50% dans un certain nombre de pays (ceux à économie de marché coordonnée) en 2000. Elle a fait notamment ses preuves dans les pays scandinaves où les dépenses courantes des administrations publiques comptent pour 55,3% contre 32,7% pour les États-Unis. **La différence est énorme : autrement dit, le rôle de l'État joue pour plus de la moitié du PIB dans un cas et pour moins d'un tiers dans l'autre, laissant**

¹À noter ici que «civiliser le capital» n'est pas un objectif à atteindre en soi mais le résultat d'une action collective, toujours inscrite, par définition, dans un rapport de force où on ne gagne pas tout.

notamment sur la brèche, dans le cas américain, plus de 45 millions de ses citoyens fragilisés dans leur patrimoine familial par l'absence de service public universel en matière de santé et de services sociaux (avant la réforme de 2010 dont on verra éventuellement ce qu'elle permet vraiment). Ce n'est pas un hasard : aux États-Unis, le service public y est minimal, le syndicalisme y est généralement faible, le mouvement associatif en partie sous tutelle des Églises de droite² et les coopératives ne pèsent généralement pas lourd ni au plan économique ni au plan social. Le courant démocrate et progressiste aux É.U., avec l'arrivée d'Obama, est-il en train de changer la donne ? À surveiller de près.

Une grande partie de l'économie monétaire de nos sociétés échappe donc à la stricte logique marchande (près de la moitié dans le cas du Québec). Et en dépit du discours néolibéral, la part des impôts progressent partout dans les pays de l'OCDE, c'est-à-dire le non-marchand : ces prélèvements obligatoires ont passé en moyenne de 31% à 37,3% du PIB entre 1975 et 2000. Malheureusement, dans les pays du Sud, on ne peut en dire autant car celle-ci régresse dans la même période, pour les pays à moyens et bas revenus, de 20,1% à 18,9%. Certes l'État se désengage mais il le fait surtout au plan économique (privatisations d'entreprises publiques par exemple). Au plan social, il n'a de cesse, dans les pays du Nord, d'élargir ces champs d'intervention.

Deuxième question : doit-on parler d'une Alternative ou d'alternatives?

Autre débat très présent dans nombre de mouvements à travers le monde à gauche : quelle alternative au capitalisme ? Si on admet, en premier lieu, qu'il n'y a pas un seul capitalisme mais des capitalismes parce qu'il y a des différences sociales, économiques et politiques notables entre un pays comme le Danemark ou un pays comme les États-Unis, entre le Togo (sous dictature militaire depuis 40 ans) et le Mali (en régime démocratique et pluraliste depuis près de 20 ans), entre le Chili

(pays fortement inégalitaire) et Costa-Rica (pays où une certaine protection sociale existe)...

En second lieu, il faut considérer que le seul projet qui se soit présenté comme l'Alternative, le modèle communiste et la centralité de la collectivisation des moyens de production doublé d'un monopole du parti (le Parti communiste) sur l'ensemble de la société, a échoué en URSS comme en Chine, à Cuba, au Vietnam ou en Corée du Nord. De telle sorte que personne ne prétend plus s'y référer sérieusement pour concevoir le renouvellement du développement et de la démocratie d'une société. **On en conclut plutôt qu'il n'y a pas une Alternative mais bien des alternatives.** La logique du «tout ou rien», du capitalisme unique ou de l'Alternative au capitalisme (avec un grand A), est erronée sur le plan du diagnostic. En outre, il nourrit l'impuissance et l'immobilisme. En revanche, **la logique des alternatives nourrit les possibles**, introduit des choix politiques et donc crée des espaces pour la transformation sociale.

Comme le dit si bien mon collègue Pierre Beudet (sociologie, U. d'Ottawa, ex-directeur de l'OCI *Alternatives* et engagé depuis ses débuts dans la dynamique du FSM), dans la mesure où la racine du problème, pour toutes les mouvances progressistes à l'échelle internationale, se retrouve dans le néolibéralisme, la réponse à cette situation se situe «dans l'articulation de mouvements de résistance et dans la mise en place d'alternatives politiques». Beaucoup de mouvements ont donc une approche à long terme où le défi est, tout en résistant au néolibéralisme, de créer de nouvelles valeurs, de nouvelles dynamiques sociales et économiques, bref, de construire un nouveau projet dans la durée.

²Les «Born Again Christians», marginaux il y a 50 ans, sont aujourd'hui 70 millions aux États-Unis seulement. La base sociale des républicains américains est en grande partie là, le président sortant Bush étant un de ces «évangélistes» néoprotestants.

Ce qui veut dire, à notre avis, de ne pas sous-estimer la remontée de différents courants de réforme faisant revenir l'État sur l'avant-scène et les alternatives concrètes et innovatrices présentes à diverses échelles, du local à l'international. Certains diront évidemment que le capitalisme, comme système social dominant, est capable d'intégrer même les forces de contestation sociale les plus pertinentes. Conclusion : il y aurait peu de choses à tirer de ces mobilisations de réformes. La question est qu'on ne sort pas du capitalisme en un tour de main et qu'il faut un horizon mobilisateur et des choix assumés démocratiquement par delà le cercle des groupes les plus militants. En termes plus clairs encore, nous ne sortirons du capitalisme que par la démocratie et la non-violence dans nos tentatives de résoudre les conflits auxquels nous sommes confrontés. Le progrès social évolue en dents de scie, s'inscrit dans la durée, est réversible... Il n'y a pas de «Grand soir» qui pointe à l'horizon !

La clé de la mobilisation aujourd'hui réside dans la perspective que nous offre **la logique des alternatives, car elle nous autorise à agir dès maintenant** sans penser que nous menons des actions purement palliatives, sans considérer que la «véritable» action est réservée aux organisations et partis politiques se préparant à la conquête du pouvoir pour transformer de fond en comble la société. **Chaque jour, nos sociétés et nos organisations font des choix qui vont dans un sens ou dans l'autre** selon que la mobilisation sociale est plus ou moins forte, selon que la démocratie représentative (les élus), la délibérative (espaces publics de dialogue) et la sociale (les associations citoyennes de toute sorte) sont plus ou moins vivantes : conseils de quartier ou simples points de service des municipalités ; monopole de la presse privée ou force de la presse indépendante ; développement du service public ou privatisation de ce service ; législation du travail soutenant la syndicalisation ou la défavorisant ; décentralisation ou non des services publics en région, etc.

En dernière instance, la propriété privée des moyens de production, publique (entreprises

comme Hydro-Québec et services publics comme les collèges et les hôpitaux) et collective (coopératives, mutuelles et associations) se côtoient dans la cohabitation – faite, à des degrés divers, de fortes tensions et parfois d'heureuses coopérations -. Ces choix quotidiens conduisent à des types de société qui diffèrent passablement tant du point de vue d'un développement équitable et durable que du point de vue de l'élargissement de la démocratie.

Y a-t-il des forces sociales capables de refaire le monde à l'échelle de la planète?

Pour changer le monde, parlez uniquement et sans plus «des gens de la base», de la «population» ou des «communautés locales» est nettement insuffisant. Il faut, nous semble-t-il, parler plus largement et plus explicitement **des mouvements sociaux** porteurs de transformations sociales, non seulement à l'échelle locale, mais aussi à l'échelle internationale, et de l'état des lieux de l'organisation de ces mouvements aujourd'hui, état des lieux qui n'est plus le même qu'il y a 20 ans par exemple : émergence de nouveaux réseaux transnationaux pour un mais aussi transformation de grands mouvements internationaux qui ont une histoire longue derrière eux comme le mouvement des travailleurs (avec la nouvelle Confédération syndicale internationale, la CSI), le mouvement coopératif (avec l'Alliance coopérative internationale, l'ACI) et le mouvement des paysans et des agriculteurs (avec la Fédération internationale de producteurs agricoles, la FIPA et Via Campesina)...; montée d'un mouvement citoyen international avec le Forum social mondial (FSM)³.... Autrement dit, la critique de la mondialisation néolibérale ne suffit pas ni l'évocation d'une sortie du capitalisme. Il nous faut aussi des repères écologiques, sociaux, économiques et politiques concrets portant **sur ce qui tente de refaire présentement le monde** (pas uniquement sur ce qui défait le monde).

³Voir à cet effet, nos travaux dans Favreau, Fréchette et Lachapelle 2010 et 2008.

Dans le processus de mondialisation en cours, l'influence décisive demeure entre les mains des grandes organisations financières internationales (FMI, BM, OMC) et des États des pays du Nord qui pilotent des politiques ciblées de «lutte contre la pauvreté» sans par ailleurs offrir de perspective de développement durable et structurant. Cependant, les deux dernières décennies ont considérablement changé la donne avec **l'émergence sur l'avant-scène de nouvelles forces sociales** qui stimulent l'organisation des communautés et des différents groupes sociaux non seulement à l'échelle locale mais aussi à l'échelle internationale: associations de quartiers, regroupements villageois, organisations paysannes, associations de femmes, associations de jeunes, réseaux coopératifs, réseaux de solidarité internationale, gouvernements locaux progressistes, etc..(Copans, 2010). Depuis une décennie, cet ensemble de groupes sociaux a construit un **espace international commun**, le Forum social mondial. Un espoir réinventé...et donc des forces sociales émergentes qu'on ne soupçonnait pas, il n'y a pas si longtemps, d'être capables de travailler dans la durée et à une telle échelle.

Urgence écologique, justice sociale et solidarité internationale : pièces maîtresses d'un projet de société pour aujourd'hui

Aller vers un new deal écologique et social québécois et planétaire comme certains l'avancent, est-ce une «utopie» ou un horizon réalisable ? Le 20^e siècle a vu surgir un «New Deal» entre le capitalisme et le mouvement ouvrier, ouvrant ainsi une série de compromis qui ont sorti les pays du Nord du capitalisme sauvage au bénéfice de régulations sociales : la notion **d'État social** rend bien compte de ses régulations parce que ce type d'État a été parachevé dans l'après-guerre en s'appuyant sur trois piliers : 1) le développement d'un important service public (éducation, santé, infrastructures...); 2) une fiscalité redistributive de la richesse collective (aides sociales diverses, régimes collectifs de retraite...) et 3) une action sur l'économie et l'emploi (législation du travail, politiques d'assurance emploi,

d'insertion socio-professionnelle, de développement local et régional, politique à l'égard des coopératives...). Et, dans la même dynamique, la reconnaissance par les pouvoirs publics de la légitimité de certains mouvements sociaux: mouvement des travailleurs (syndicats), organisations de producteurs agricoles, mouvement coopératif et mutualiste de même que celui des associations de consommateurs. La mobilisation sociale de ces mouvements et la volonté politique de partis politiques progressistes de construire des États sociaux auront favorisé la mise en place de telles régulations. C'est cet ensemble d'actions collectives et publiques qui aura transformé la condition sociale de la majorité de la population permettant ainsi à tous les travailleurs de disposer d'une citoyenneté, avec les pleins droits que cela confère, et d'une protection sociale de base universelle (Castel, 1995). Alors quoi pour le 21^e siècle ?

Aujourd'hui, d'une part, la justice sociale ne peut plus être pensée dans le seul cadre national et, d'autre part, la réponse à l'urgence écologique s'est fortement imposée. Cela est au cœur de tout projet de société du 21^e siècle. La planète est engagée dans une crise écologique telle que l'urgence est à la porte. Et l'interdépendance des nations, des populations, des mouvements s'est, du coup, haussée de plusieurs crans. La rencontre de la majorité des États de la planète à Copenhague en 2009 a marqué pour l'instant l'échec de politiques internationales répondant à cette urgence qui doit s'accompagner, sans l'ombre d'un doute, d'une justice sociale Nord-Sud et d'une justice sociale interne à chaque pays. Le tout adossé à une solidarité internationale rendue de plus en plus indispensable en contexte de mondialisation accélérée.

Dans des pays du Nord comme le nôtre, la «consommation somptuaire» (Kempf, 2008) est au cœur du système économique actuel et dans le mode de vie de larges pans de la population, surtout les classes moyennes. Il faut avoir plus ! La croissance est sa propre fin et la surconsommation garantit que l'économie tourne. Cette logique de la surconsommation de

masse prévaut mais elle est écologiquement, économiquement et socialement invivable. Elle est tout le contraire de ce que le mouvement coopératif s'évertue à faire au jour le jour, c'est-à-dire satisfaire les besoins de communautés et de groupes et de personnes en matière d'habitat, de services funéraires, d'assurances, d'épargne et crédit, de commercialisation collective de produits agricoles... Sans compter que tous les mouvements sociaux, coopératives incluses, participent d'un **commun refus : celui d'avoir à choisir entre la justice sociale et le développement économique**, choix que le capitalisme nous incite à faire chaque jour. On voit bien là l'opposition majeure, voir radicale entre deux conceptions de la vie en société. Mais cette opposition est rarement conceptualisée, ce qui permettrait d'ouvrir à une échelle plus large un nouvel horizon de société. En effet les activités économiques des coopératives ne sont pas très souvent portées explicitement par un projet de société actualisé, inscrit dans la conjoncture actuelle. On ne retient que le seul discours des valeurs. Ce n'est pas suffisant!⁴

Dans les pays du Sud, les pays émergents sont en voie d'emprunter exactement ou presque le même chemin que les pays du Nord, celui d'une croissance économique sans grand souci de développement et du respect des écosystèmes (Cohen, 2009). Et il ne s'agit pas des moindres : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud. Dès lors, l'agriculture des communautés du Sud serait de plus en plus sous pression : réduction des eaux d'irrigation, réchauffement climatique à grande échelle, augmentation des prix des carburants. La crise alimentaire, l'oubliée derrière la crise financière internationale, risque bien de remonter à la surface un jour ou l'autre (Brunel, 2009).

Projet de société : l'ouverture d'une brèche dans le système économique dominant

Beaucoup de choses ont changé au plan international dans les deux dernières décennies : grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales de la planète;

transformation des grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre tels le mouvement syndical, le mouvement des agriculteurs et le mouvement coopératif; émergence de nouveaux réseaux ou de nouvelles organisations : mouvement de la consommation responsable, économie solidaire et commerce équitable, réseaux de femmes dans les quartiers des bidonvilles du Sud, réseaux de développement local, etc. (Lemay et alii, 2010; Favreau et alii, 2008). Sans compter l'internationalisation de l'action collective à travers l'expérience du mouvement international des femmes (MMF), des Forums sociaux mondiaux et d'une multitude de réseaux initiés par la société civile. Les mouvements sociaux, à des degrés divers, comprennent aujourd'hui l'importance de renouveler leurs orientations et leurs stratégies de développement dans ce nouveau paysage national et international.

Malgré la déroute des projets de grande envergure des mouvements dits de libération nationale et le recul de certains grands mouvements sociaux de par le monde et même si la mondialisation néolibérale représente indiscutablement une tendance forte et durable, le rapport des forces en présence n'est pas à sens unique pour autant. La conjoncture économique et politique internationale, très incertaine et très instable, a ouvert une **brèche** qui a permis aux mouvements sociaux de commencer à se redéployer autrement (Favreau et alii, 2010). C'est aussi dans cette perspective que j'ai écrit récemment :

*De plus en plus de mouvements et l'opinion publique en général constatent le **divorce** de plus en plus manifeste entre, d'un côté, les **valeurs de l'économie dominante** soit le tout au marché, l'appât du*

⁴C'est ce qui explique en partie que des dirigeants du mouvement coopératif aient initié une démarche d'organiser une grande conférence internationale sur le renouvellement de son projet de société en 2010, une mobilisation des régions sur cette question en 2011, le tout débouchant sur des projets nouveaux dans le cadre général de l'année internationale des coopératives en 2012.

gain et le triomphe de la cupidité, la prospérité du vice et la croissance sans limite et, de l'autre, les valeurs de la société telles que la démocratie, la justice économique et sociale, le développement durable et solidaire des communautés, l'équité hommes-femmes...

Avant-propos du livre
Mouvement coopératif, une mise en perspective, PUQ,
collection Initiatives
(parution septembre 2010).

Partant de là si le mouvement coopératif - de concert avec d'autres mouvements, celui des travailleurs, celui des producteurs agricoles, celui des consommateurs responsables, celui de l'écologie, etc.- se mettait au travail pour la réalisation d'un *new deal* écologique et social au Québec et à l'échelle de la planète, la donne risquerait alors de changer. Le président du mouvement, Denis Richard, disait récemment, au moment du mini-sommet du gouvernement du Québec de 2010, qu'il fallait accoucher d'une autre mondialisation, plus équitable, plus démocratique et plus solidaire (CQCM, 2010).

Autrement dit, si le 20^e siècle a donné un *new deal* social significatif pour l'ensemble des travailleurs, un État social, il n'est pas interdit de penser à l'émergence au 21^e siècle d'«une nouvelle utopie, une sorte de *New Deal* écologique, d'une entente générale entre les États visant un développement durable mais cette fois-ci à l'échelle mondiale». Tels sont les propos que tient depuis quelques années l'économiste Alain Lipietz, chercheur au CNRS, député pendant 10 ans au parlement européen (1999-2009) et figure bien connue du Parti vert en France. En effet, **il ne suffit pas d'agir localement** (dans nos communautés, dans nos régions) et de penser globalement. **Il faut aussi agir globalement** et donc intervenir activement avec d'autres mouvements pour peser avec plus de force sur les pouvoirs publics du Québec et du Canada et sur les institutions internationales.

Un *new deal* écologique et social implique évidemment beaucoup de choses : 1) l'annulation de la dette des pays les plus pauvres; 2) le développement à grande échelle d'un commerce international de produits écologiquement sains dont le commerce

Positions récentes d'organisations du mouvement coopératif

Position du CQCM au mini-sommet du gouvernement du Québec (janvier 2010)

...Il existe deux sortes de mondialisation. D'une part, une mondialisation de croissance économique, « sans développement », qui repose sur la délocalisation d'entreprises vers des pays où les coûts de production sont toujours de plus en plus bas. Comme l'indique une étude du Worldwatch Institute, cette mondialisation conduit vers un cul-de-sac. D'autre part, il y a une mondialisation fondée sur des rapports équitables entre les pays, entre les partenaires, une mondialisation qui mise sur les ressources humaines, les communautés, les régions et qui tient compte des coûts sociaux et environnementaux du développement.

Denis Richard, président du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Desjardins veut réunir les 300 plus grandes entreprises coopératives en sommet mondial en 2011

...Trop souvent, les règles qui encadrent l'économie ne sont pas pensées pour le mouvement coopératif. Elles sont conçues pour le monde capitaliste et pour des sociétés par actions cotées en Bourse...

Monique Leroux, *Coopératives- Desjardins veut un sommet mondial*, Le Devoir, 3 février 2010, p. B3

équitable, tel que nous le connaissons à ce jour, n'est qu'une amorce; 3) la protection de la biodiversité à l'échelle de la planète par un organisme international doté de pouvoirs afférents; 4) la démocratisation de l'économie; 5) le virage au vert de cette économie; 6) le renforcement et le renouvellement des États sociaux et donc des régulations nouvelles pour contrer le «fondamentalisme de marché» qui s'est fortement internationalisé ; 7) une solidarité internationale accrue liée à l'interdépendance des nations intensifiée par la mondialisation en cours; 8) une lutte contre la concentration des activités économiques dans les seuls grands centres urbains par le développement des économies des régions, etc. Il s'agit donc bien d'une **action collective de longue durée**. Le changement ne peut venir d'un seul coup. C'est là le défi de ce 21e siècle. Mais pour se faire, il faut déployer des mobilisations et des pistes de solution susceptibles de nous faire sortir du capitalisme.

Sortir du capitalisme : de quelques raisons de vouloir réinventer l'économie

Peut-on véritablement sortir du capitalisme? Il n'y a pas de réponse ferme et relativement définitive à cette question. Historiquement, certains ont pensé avoir trouvé la réponse que ce soit la social-démocratie (par la régulation du capitalisme), le communisme (par le monopole d'État sur les moyens de production et une intervention de ce dernier dans toutes les sphères de la société) ou le nationalisme populaire (par la décolonisation des pays du Sud à partir d'États nationaux). On mesure mieux aujourd'hui le caractère en bonne partie illusoire de ces projets et le coût social, dans certains cas, que cela a pu entraîner. Il n'en demeure pas moins que, tout au long du 20ième siècle, certaines sociétés ont réussi à faire progresser substantiellement leur démocratie et leur développement. D'où la notion forte d'État social.

Mais qu'est-ce qu'un État social ? La plupart des mouvements sociaux le valorisent. Le contenu réel de cet État social varie cependant beaucoup d'une société à l'autre. Et les

stratégies pour y arriver encore plus. Susan George, figure de proue du FSM, politologue et vice-présidente d'ATTAC-France, nous résume l'essentiel de cet État social:

Ce n'est peut-être pas révolutionnaire, mais je trouve que le modèle européen du «welfare state» tel qu'il a été imaginé dans les années 1930, puis après la guerre, serait un modèle plus qu'acceptable pour le monde entier. Il n'est pas réalisé, y compris chez nous, mais, dans l'idéal, il est fondé sur le concept de solidarité intergénérationnelle, de résolution des conflits sur la base du droit et de la négociation, de service public.....C'est un État qui essaie de faire en sorte qu'on n'ait pas constamment, individuellement, peur du chômage, de la vieillesse, de la maladie, de ne pas pouvoir correctement éduquer ses enfants. Le modèle européen a été une tentative d'instaurer ce type de relations entre le citoyen et l'État. Il serait un modèle universel réaliste. Le monde est assez riche pour le faire. Revue Politis (#790, 26 février 2004).

Ce type de société, avec un État social fort adossé à un véritable régime démocratique, s'est développé, tout au long du 20^e siècle jusqu'à aujourd'hui, grâce à la **mise en place d'institutions** de toute sorte (services publics, politiques de redistribution de la richesse par une fiscalité progressive et progressiste...). Mais, on l'oublie souvent, ces institutions ont été créées par la **poussée de mouvements sociaux**, dont le mouvement coopératif, mouvements qui ont été les porteurs des alternatives permettant de sortir de ce développement industriel capitaliste sauvage du 19ième siècle qui avait tout misé sur la création de la richesse en fonction et au profit des seuls détenteurs du capital entraînant alors dans son sillon de multiples exploitations et exclusions et cela pendant de très nombreuses décennies.

Un premier repère : sortir du «fondamentalisme de marché»

Que voulons-nous dire par «sortir du capitalisme»? En premier lieu, cela veut dire «sortir du fondamentalisme de marché» comme l'affirmait l'Alliance coopérative internationale (ACI) à son dernier congrès (2009), la Confédération syndicale internationale (CSI) et le Forum social mondial (FSM). Autrement dit, se défaire de la pensée économique qui mise exclusivement sur la croissance sans s'occuper de développement, sur la concurrence plutôt que sur la coopération, sur la seule initiative privée pour réguler la société, sur le refus d'introduire un tant soit peu de démocratie dans les entreprises, le tout complété par un État minimal qui intervient comme pompier de service en cas de crise.

Un second repère : sortir de la privatisation de biens sociaux communs

En second lieu, sortir du capitalisme signifie sortir de la privatisation de biens communs sociaux. Le capitalisme n'a de cesse de s'en prendre au droit du travail par exemple. Le «travail indécent» nous dit l'OIT et la CSI est une source majeure de profits pour les multinationales, ce qui condamne nombre de communautés aux délocalisations et nombre de travailleurs au travail précaire. Ces multinationales n'ont de cesse de s'en prendre aux politiques de régulation des États progressistes :

a) en soutenant des politiques de privatisation de ressources naturelles que sont la terre, l'eau, les sources d'énergie, les forêts, etc. (Petrella, 2009);

b) en préconisant des politiques sociales misant sur la privatisation de secteurs aussi stratégiques que la santé, l'éducation, la culture... (Paugam, 2009);

c) en refusant l'exercice d'une maîtrise collective et internationale du réchauffement de la planète (Guilbault, 2009).

d) en préconisant des politiques économiques misant sur de grands pôles de croissance urbains au détriment des régions, autrement dit des politiques qui ne questionnent pas la sorte de croissance et donc misent sur les créneaux de marché susceptibles de profiter au maximum et à court terme aux grandes entreprises et à leurs actionnaires (Veltz, 2008);

e) en favorisant une administration publique rythmée sur la «nouvelle gestion publique» qui est, à toute fin pratique, une gestion dont le référentiel principal est la manière dont le privé se gère (Visscher Christian de et Frédéric Varone, 2004).

Troisième repère : sortir de la crise globale

En troisième lieu, cela veut dire sortir de la crise globale, cette triple crise (écologique, économique et sociale) à laquelle la mondialisation néolibérale a donné lieu en approfondissant les inégalités sociales, en stimulant la financiarisation de l'économie et en mettant en échec les tentatives d'élaborer des politiques de protection réelle des écosystèmes (George, 2008).

Sortir du capitalisme veut dire **sortir de la crise financière** en ne laissant pas le contrôle de la monnaie et du crédit au grand capital financier. Autrement dit, l'intervention des États et le renforcement d'un pôle économique d'entreprises sous contrôle démocratique permettraient de se débarrasser de la pression des actionnaires sur les entreprises, de la spéculation financière et des paradis fiscaux (Gadrey, 2010).

Sortir du capitalisme veut aussi dire **sortir de la crise écologique** que nous traversons. Le capitalisme a amplement bénéficié surtout dans les pays du Nord d'un siècle d'énergies à bas prix, de transports à peu de frais, de ressources naturelles en abondance, de pays du Sud colonisés puis mis sous ajustement structurel.

Et ce capitalisme nous conduit aujourd'hui à l'affaiblissement généralisé de la coopération internationale initiée par Rio 1992 et Kyoto 1997. Les plus grands pollueurs de la planète ont refusé à Copenhague fin 2009 la soumission à un ensemble de règles supranationales (Godard, 2010) qui aurait permis d'ouvrir une nouvelle brèche dans un modèle productiviste et porteur d'une croissance sans limite⁵.

Sortir du capitalisme veut dire **sortir de la crise sociale** dans laquelle la mondialisation néolibérale nous a plongé : montée des inégalités sociales entre le Nord et le Sud et affaiblissement depuis 30 ans de la redistribution de la richesse dans bon nombre d'États sociaux du Nord pourtant fortement constitués.

Certes il n'y a pas de réponse ferme et définitive à la question de la sortie du capitalisme. Il y a cependant de fort **bonnes raisons de douter qu'il nous sortira de la triple crise** dans laquelle nous sommes engagés. Tentons d'aller encore un peu plus loin dans notre réflexion sur la question en dégagant une perspective et quelques pistes de solution susceptibles de modifier le cours des choses.

Certes il n'y a pas de réponse ferme et définitive à la question de la sortie du capitalisme. Il y a cependant de fort **bonnes raisons de douter qu'il nous sortira de la triple crise** dans laquelle nous sommes engagés. Tentons d'aller encore un peu plus loin dans notre réflexion sur la question en dégagant une perspective et quelques pistes de solution susceptibles de modifier le cours des choses.

Une perspective : aller vers un *new deal* écologique et social

Un nouveau «new deal» écologique et social engage une action publique et citoyenne sur plusieurs fronts :

- 1) Un renouvellement des régulations à l'échelle internationale;

- 2) Un développement écologique où l'on accorde plus de place aux entreprises de caractère public et à celles sous contrôle démocratique direct comme les coopératives qu'à l'économie marchande dans des créneaux d'avenir, celles d'une économie verte misant sur les énergies renouvelables et le maintien des écosystèmes;

- 3) Des mouvements sociaux qui convergent autour d'axes stratégiques communs;

- 4) Une redistribution des richesses par des impôts plus progressifs permettant d'offrir des services publics nouveaux ou renouvelés;

- 5) Un développement solidaire et durable des territoires.

Ces actions sur tous ces fronts engagent à sortir du capitalisme parce qu'elles viennent contrecarrer les objectifs des grandes entreprises privées (banques notamment) inscrites dans une logique de «la prospérité du vice» (Cohen, 2009) et «du triomphe de la cupidité» (Stiglitz, 2010) des classes riches et des institutions qu'elles contrôlent. «Prospérité du vice» et «triomphe de la cupidité» qui entraînent des crises financières à répétition comme le disent ces deux économistes.

À première vue, cela paraît presque impossible. En clair, cela suppose de bousculer fortement les pouvoirs établis. Parce que la plupart des entreprises s'en tiennent toujours aux plus bas salaires et aux régions les plus pourvues. Parce que les pouvoirs publics aujourd'hui, sous la pression de puissants lobbies privés, s'engagent très peu dans le repartage des richesses et des revenus. Sans compter la force des multinationales qui veulent à tout prix maintenir le même modèle

⁵La catastrophe pétrolière survenue en mai 2010 dans le Golfe du Mexique en est un exemple probant.

productiviste à l'échelle de la planète. Il y a donc des **blocages majeurs**. Mais n'a-t-on pas vu le mouvement social du 20^e siècle (syndicats, coopératives et mutuelles, grandes associations de consommateurs, partis politiques de gauche), faire corps, à certains moments stratégiques (Fronts populaires en Europe ou New Deal américain), pour sortir de la crise des années 1930 et être capable, dans un certain nombre de pays du Nord, de formuler à l'égard des États des demandes sociales telles que certaines sont devenues des réglementations incontournables : assurance-emploi, assurance-santé, régimes de retraites, droit de vote des femmes, gestion collective de l'offre, reconnaissance des syndicats, mise à contribution des mutuelles dans les systèmes publics de protection sociale... C'est ce qui a donné naissance à ce «new deal» du 20^e siècle porté par des États sociaux.

Ces grandes réformes ont été le produit de compromis entre groupes qui ne poursuivaient pas les mêmes objectifs. Les États sociaux édifiés tout au long de 20^e siècle ont donné leur pleine mesure dans la période dite des «Trente glorieuses» parce que d'un côté les mouvements sociaux ont pu s'affirmer et négocier le partage de la richesse avec leurs opposants et, de l'autre, des gouvernements et des dirigeants politiques ont fini par ne plus être indifférents à la «question sociale», notamment dans les pays scandinaves et des pays comme la France, l'Autriche, la Belgique ou le Canada.

Les coopératives peuvent-elles être porteuses d'un tel projet de société ?

Les coopératives peuvent-elles être porteuses d'un tel projet de société ? D'abord, retenons qu'elles se distinguent par plusieurs aspects : elles développent des structures économiques solidaires car leur propriété est collective plutôt qu'à capitaux privés. Elles sont également fondées sur l'association plutôt que sur l'actionnariat. De ce fait, elles disposent d'un **potentiel de refus de la séparation entre justice sociale et création de richesse**.

Partant de là, elles peuvent fort bien sur cette base participer d'une sortie du capitalisme. Car même si la pression capitaliste sur ces entreprises de propriété collective est forte et tend à les banaliser, les coopératives ont néanmoins, au fil du temps, forgé les assises d'un secteur économique non capitaliste. C'est à partir de là qu'elles ont un **potentiel alternatif**. Comment peuvent-elles le faire avec d'autres mouvements? Cinq pistes vont servir ici pour illustrer cet horizon d'activités économiques porteuses d'un autre projet de société que celui du capitalisme. Comme le disait E.Molina de l'Université de Sherbrooke :

*...Voilà le grand défi du mouvement coopératif et mutualiste québécois qui, ayant réussi de façon indéniable de très bons résultats économiques, a eu tendance à rester trop modeste dans l'affirmation de son influence au sein de la société civile et des grandes orientations de société.... Ainsi, la contribution du mouvement coopératif et mutualiste québécois à une mondialisation plus équitable représente aussi l'exigence de participer de façon consciente à la construction, autant au Nord qu'au Sud, d'une **économie plurielle** capable de faire valoir et de mettre en place un modèle de développement basé sur une croissance limitée par la relation d'usage, où la gestion des ressources et de l'énergie est assurée par la communauté et est exercée à son avantage (Molina, 2009 et 2010).*

Première piste de sortie du capitalisme : la démocratisation de l'économie

La mondialisation en cours a relancé le débat à l'échelle de la planète sur la nécessité de **repenser l'économie** dans son ensemble. Le développement est prisonnier d'une définition trop restrictive qui l'associe la plupart du temps à la croissance. L'indice de développement humain (IDH) introduit dans le débat à ce

propos par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) dans les années 90 a ouvert la voie à l'articulation de l'économie avec la démocratie et les droits sociaux, et plus récemment avec les indispensables critères écologiques. De plus en plus de mouvements (et de chercheurs) abondent dans ce sens en proposant par exemple de relocaliser les activités économiques invoquant qu'il faut rompre avec cette mondialisation néolibérale qui abolit les territoires et dévalorise les cadres de vie, ou encore intervenir en vue de développer une fiscalité nouvelle (taxes «kilométriques» sur les transports...), miser sur les énergies renouvelables, diminuer la consommation énergétique de l'industrie, de l'agriculture, de l'habitat, du transport par des mesures incitatives fortes, voire contraignantes (Harribey et Plihon, 2009), miser sur la coopération entre entreprises sur un même territoire et sur la participation des travailleurs aux destinées des entreprises.

Repenser l'économie, c'est aussi miser sur des entreprises à propriété collective, autrement dit au renforcement d'une économie non capitaliste. ***Il faut davantage d'entreprises sous contrôle démocratique*** nous disent trois dirigeants du mouvement coopératif, C. Béland, P.Genest et H.Simard, dans *Le Devoir* du 11 mai 2010. Sortir du capitalisme mais pas de l'économie de marché, composante d'une économie plurielle (Petrella, 2007, p.123 et ss.) en plaçant la logique coopérative au cœur du système économique.

Deuxième piste de sortie du capitalisme : le renouvellement de l'État social

L'État social, au Québec et dans les pays du Nord en général, est partiellement tombé en crise parce qu'il n'est pas parvenu à sortir de la précarité quelque 20% de sa population active, parce qu'il a exclu la plus grande partie des citoyens et des travailleurs des processus de construction des grands services publics destinés aux communautés et aux régions (éducation, santé, formation de la main-d'œuvre...) et qu'aujourd'hui le «fondamentalisme de marché» affirme ouvertement ses vertus en tentant de démontrer qu'il peut faire mieux que l'État dans nombre de domaines par la privatisation de la santé, par le ciblage de la protection sociale, par la valorisation de l'assurance privée. La crise des «subprimes» aux États-Unis et son effet domino a vite révélé davantage ses vices que ses vertus. Par où passe alors le renouvellement de l'État social au Québec aujourd'hui?

Compte tenu de la crise globale et des limites actuelles de cet État social, par où passe son renouvellement? Il faut un État qui rend capable («*enabling State*») mais aussi un État garant («*ensuring State*»), un État régulateur mais aussi un État démocratique dans lequel les partenariats opèrent sur la base de choix politiques d'abord et non sur la base principalement des activités d'influence de *lobbies* politico-administratifs. Mais aujourd'hui au Québec, depuis une décennie, les partis qui se succèdent au pouvoir n'ont pas maintenu à l'ordre du jour des politiques progressistes.

Alliance coopérative, section Europe (propos de son directeur général)

Si les pouvoirs publics à l'échelle européenne reconnaissent les banques coopératives, les coopératives agricoles, ou bien encore les coopératives d'assurance, ils ne reconnaissent pas notre particularisme comme modèle d'entreprises avec nos logiques de propriété différentes, nos logiques de gouvernance différentes, nos logiques de gestion du profit tout à fait différentes. On est même attaqué, aujourd'hui, sur certains de ces éléments, notamment les réserves impartageables. On s'est donc regroupé pour avoir une plus grande force d'expression politique, y compris en lançant des pétitions auprès de nos membres.

Rainer Schlüter, directeur de la plate-forme des coopératives en Europe et directeur général de la section Europe de l'Alliance coopérative internationale, janvier 2009, *Eco-Sol*, Brest (France)

Plusieurs de ses politiques sont alors devenues **des politiques publiques incertaines** : asymétrie contractuelle d'une organisation à l'autre; manque de vision politique à moyen terme dans bon nombre d'organisations qui naviguent à vue; instabilité relative des programmes mis en place. Le Québec social de la dernière décennie est entré dans une période plus réactive. C'est non seulement le cas de certaines politiques publiques mais également de **certains mouvements sociaux devenus ou redevenus de simples groupes d'intérêt** évoluant en rangs dispersés. Certaines recherches avaient pressenti ces changements sans toutefois y donner suite dans leurs travaux subséquents :

Les mouvements sociaux doivent également affronter la logique concurrente des organisations. Cela est particulièrement vrai dans la mesure où le manque de mobilisation au sein des mouvements peut être contourné par le recours à la professionnalisation et à la bureaucratisation, ce qui ouvre la voie à une transformation du mouvement social en un groupe d'intérêt....(Peticlerc, 2003 :22)

Plus globalement, dans la plupart des pays du Nord, nous sommes sans doute à une étape critique de l'histoire de l'État social. Le mouvement général de ces États est devenu moins lisible : brouillage de politiques publiques de plus en plus ciblées ou abandonnées au privé; tyrannie des modes de gestion du privé dans les services publics dictée par l'idéologie de la «nouvelle gestion publique»; utilisation de l'État comme pompier de service des banques dans le sillage de la crise financière. D'où l'interrogation : État-providence ou État manager? Quant aux pays du Sud, l'État social demeure encore largement une utopie plus qu'une réalité effective, d'autant qu'une majorité de ces pays connaît un régime politique autoritaire où les coordonnées les plus élémentaires de la démocratie sont non avenues (liberté de presse, liberté d'association, alternance politique).

La social-démocratie n'a guère suscité l'enthousiasme des générations militantes des deux dernières décennies, davantage mobilisées par l'écologie sociale et la solidarité internationale. Mais l'équation de base de la social-démocratie n'a pas perdu de son actualité à savoir repenser la solidarité, la justice sociale, l'efficacité économique et la démocratie. Avec cette seule équation, on en reste cependant à des généralités. En d'autres termes, le renouvellement de l'État social aujourd'hui en 2010, s'il maintient l'horizon d'un monde plus solidaire porté par les mouvements sociaux qui l'ont fait naître (Paugam, 2007), doit prendre en compte l'inédit de la situation actuelle: 1) les exigences plus fortes de l'urgence écologique; 2) l'impératif de la solidarité internationale en contexte d'interdépendance accrue; 3) une culture démocratique des mouvements plus exigeante aujourd'hui lorsqu'il s'agit du rôle de l'État et de l'élaboration d'alternatives au capitalisme mondialisé.

Nous référons notamment aux espoirs générés par une économie verte issues des communautés locales, aux espoirs de solidarité internationale issus des Forums sociaux mondiaux et aussi, eût égard au renouvellement de l'État social, aux espoirs entourant les innovations démocratiques de gouvernements locaux (budgets participatifs, conseils de quartier...). Nous ne sommes cependant pas à l'aube de grandes réformes portées par des mouvements sociaux apparaissant tout à la fois sur les scènes locale, nationale et internationale bien que la vie politique soit davantage marquée par la diversité de ses acteurs et des formes de participation politique.

Troisième piste de sortie du capitalisme : se mettre au vert ou la transformation écologique de l'économie

Tout le monde aujourd'hui veut se mettre au vert. La question est de savoir ce que cache le «vert». Pour nous, cela signifie trouver des réponses satisfaisantes à l'urgence écologique car cette crise, avant, avec et après Copenhague, confirme, chiffres à l'appui, être la plus grave de toutes, celle du changement climatique, du

réchauffement planétaire, de la perte de la biodiversité. Réponse : passer à une **économie écologique** nous fait entrer en guerre au sens où les États-Unis sont entrés en guerre en 1941 suite à l'attaque de Pearl Harbour. Ce faisant, l'économie du pays s'était convertie en un peu moins de deux ans en économie de guerre. Notre Pearl Harbour aujourd'hui, c'est le mur que nous nous apprêtons à frapper bientôt au plan écologique, car le changement climatique risque d'être irréversible sous peu (Kempf, 2008; Lipietz, 2009; George 2008). Le mouvement coopératif est-il engagé dans cette bataille? Oui, il s'est mis au vert et au développement durable et solidaire des territoires. Par exemple, par le développement de coopératives mettant en valeur la biomasse forestière pour le chauffage d'écoles et d'hôpitaux; par le développement de nouveaux modèles d'affaires coopératif (consortiums de coopératives et de mutuelles sur un même territoire); par des filières d'activités économiques d'avant-garde tels que la bioénergie, l'éolien, l'agroalimentaire biologique, le récréotourisme, les produits non-ligneux...(Brassard, 2010). Le mouvement syndical aussi s'estime fortement de la partie tant au Québec qu'au plan international (Beaulieu, 2008).

Concrètement, pour tous les pays et pour tous les ménages, le projet d'une automobile pour chacun est invivable. Plutôt des logements bien isolés et produisant leur propre énergie, des transports en commun; des banques consacrant un pourcentage de leurs prêts pour des fins de protection de l'environnement...Plus largement, rediriger une partie de l'argent public et de l'argent privé vers une économie verte, forcer les entreprises du secteur privé à assumer leurs responsabilités sociales et écologiques et les forcer à s'entendre avec les communautés locales où elles veulent s'implanter. Enfin, faire progresser prioritairement les entreprises sous contrôle démocratique dans tous les sphères possibles partant de l'idée qu'elles ne sont pas limitées, comme les entreprises du secteur privé à la seule recherche de rendement pour des actionnaires mais plutôt branchées, en tant que secteur non-capitaliste, sur la double perspective

de la viabilité économique et de l'utilité sociale.

De façon plus générale, la question écologique est en train de s'imposer dans le débat démocratique ici et au plan international : 1) parce que la planète est engagée dans une crise écologique majeure ; 2) parce que le capitalisme a changé de régime, particulièrement depuis les années 1980, en réussissant à imposer «sa logique mortifère qui a généré une crise économique majeure et une crise écologique d'ampleur historique» (Kempf, 2008). Ce faisant, le capitalisme a beaucoup marginalisé les logiques d'action collective. Mais l'inversion des choses, c'est-à-dire faire primer la solidarité, est cependant possible. Bref, **l'écologie n'est pas une force d'appoint mais une proposition sociale et politique centrale** intimement liée à la résolution de la crise économique et sociale. En boutade, on peut dire que nous sommes loin de la période où l'écologie pouvait être assimilée à la défense des petits oiseaux et des grenouilles.

Quatrième piste de sortie du capitalisme : construire un mouvement citoyen international

Les Forums sociaux mondiaux (FSM) ont ouvert une voie. Le mouvement citoyen international, bien qu'émergent, est bien vivant depuis près d'une décennie. Des campagnes internationales en faveur de l'annulation de la dette, la lutte contre les règles de libéralisation des marchés de l'OMC, l'exigence d'une réforme du FMI et de la BM, la demande d'une taxation des transactions financières, la fermeture des paradis fiscaux fournissent des exemples de mobilisation que ces forums ont suscité à l'échelle internationale. De même les FSM fournissent un éclairage sur le type de mondialisation en cours et ouvrent un espace de débat sur les institutions internationales dont nous disposons pour faire face à la crise globale.

Et cette mobilisation qui s'internationalise tire son fondement, par delà les modèles socialiste, social-démocrate, vert ou libertaire, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme :

Le mouvement citoyen international construit une alternative autour d'une ligne directrice, celle du respect des droits. Dans chaque société et au niveau mondial, la prise de conscience de l'impasse portée par le modèle néolibéral et l'ajustement structurel progresse. Une contre-tendance chemine dans le droit international : l'idée qu'il est possible de réguler l'économie et les échanges à partir du respect des droits... Dans chaque mobilisation, cette référence aux droits est de plus en plus centrale. (Massiah, 2003).

Du côté des institutions internationales, de nouvelles idées ont également surgi. À titre d'illustrations pour faire court : pouvoir de contrainte accordé à des institutions comme

l'Organisation internationale du travail (OIT); renforcement de l'influence de programmes internationaux comme le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE). Du côté des mouvements sociaux, mise sur pied d'un Conseil économique mondial (CEM) «pour favoriser la transition vers un modèle de croissance à faible émission de carbone, générateurs d'emplois verts et décents» comme le propose la Confédération syndicale internationale (CSI); «miser sur les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, géothermique et biomasse...) et sur l'économie d'énergie dans les résidences, les commerces, les bâtiments industriels...» comme l'avancéait l'Alliance coopérative internationale à son dernier congrès (Genève, 2009).

Le mouvement coopératif au Québec et dans le monde bouge-t-il ?

Les Rencontres du Mont-Blanc, une démarche de grandes coopératives et mutuelles européennes, démarrée il y a quelques années en France. Le Québec y participe par l'entremise du CQCM et de Fondation. Un bel exemple : son rassemblement de 2009 sur le thème de la crise alimentaire : Comment nourrir la planète ? Quel rôle pour l'économie sociale ? Rassemblés à Chamonix quelques 200 dirigeants de 35 pays ont discuté de la crise alimentaire mondiale, en présence d'émissaires de plusieurs institutions des Nations Unies (PNUD, BIT, PAM, FAO) ainsi que de représentants de l'ACI (Alliance coopérative internationale), de l'AIM (Association internationale des mutuelles) et de centres de recherche. Perspective : développer des projets internationaux et participer au renforcement international de l'économie sociale (lire ici « coopératives, mutuelles, associations entrepreneurs ») pour « mondialiser au profit de tous ». Les RMB y tenaient leur quatrième édition. Parmi les engagements pris à ces rencontres, quelques-uns sont liés à la participation du mouvement coopératif québécois : 1) un projet de notation durable des coopératives agricoles conduit par Coop Fédérée (Québec) et Coop de France (en Bolivie et en Chine), projet faisant le lien avec les projets de nouveaux modèles coopératifs agricoles soutenus par Coop Africa (10 pays) ; 2) l'expérience d'une agriculture écologique intensive expérimentée par la coopérative agricole française Terrena avec Coop Fédérée. De même les RMB entendent développer des partenariats notamment avec le BIT (de nouveaux modèles de coopératives), le PNUD, la FAO, l'Alliance coopérative internationale (en micro-finance) et avec l'Association internationale des mutuelles (en matière d'assurance-santé).

Pour en savoir plus : Jeantet, T. et J-P Poulnot (2007), *L'économie sociale, une alternative planétaire*. Ed. Charles Léopold Mayer, Paris. Et Jeantet, T. (2008), *L'économie sociale, une alternative au capitalisme*. Économica, Paris.

Cinquième piste de sortie du capitalisme : intensifier la solidarité internationale Nord-Sud

Par l'intermédiaire d'une aide publique renouvelée et par une intensification de la coopération internationale de proximité, il est possible de soutenir l'économie populaire prévalente dans la plupart des pays du Sud, mais incomprise voire méprisée d'une certaine coopération internationale; il est possible de favoriser le premier développement, celui du renforcement du tissu économique local, que l'Europe a bâti pendant 200 ans avant de pouvoir réaliser sa révolution industrielle; soutenir les communautés dans le contrôle des ressources naturelles qu'elles possèdent; soutenir l'agriculture de proximité, abandonnée depuis 30 ans en Afrique, pour permettre à ce continent de passer d'une agriculture de rente à la souveraineté alimentaire; développer les dispositifs d'épargne et de crédit nécessaires au développement local; stimuler des gouvernements locaux dans la mise sur pied de systèmes de fiscalité locale; stimuler les capacités institutionnelles et communautaires en matière de santé, de services sociaux, d'éducation; développer l'économie des régions, etc.

En guise de conclusion provisoire

Pour ceux et celles d'entre nous qui venons d'une expérience progressiste antérieure, comme la gauche socialiste, ce fut probablement un choc de mesurer l'ampleur des transformations dans la vie des sociétés humaines qu'implique l'écologie politique. Bien au-delà des droits de l'homme ou de la redistribution des richesses, du pouvoir et de la propriété, l'écologie politique exige une transformation profonde de la vie matérielle, de la façon même de produire, de consommer, de partager la vie de la communauté. En ce sens elle apparaît comme plus «radicale» (allant plus à la racine

des choses) que toutes les idéologies progressistes antérieures.

Intervention d'Alain Lipietz dans un atelier d'Europe Écologie sur «Approfondir les valeurs de l'écologie politique», Arcueil, 8 mai 2010.

Ces pistes n'ont **rien de révolutionnaire à première vue, mais, mises ensemble**, elles permettent d'ouvrir la voie à une économie au service de la société et donc de sortir, dans les faits mêmes si ce n'est que partiellement, du capitalisme, de ce «tout au marché» tout en nous préservant par les dispositifs de la démocratie participative du «tout à l'État».

Comme nous le disions en introduction, **des alternatives sont déjà là** dans des dizaines de milliers d'expériences locales concrètes. Ce sont des ouvertures vers un autre monde, un autre type de société. Mais il y a des conditions pour qu'elles ne se fassent pas bouffer par la pression capitaliste comme cela arrive trop souvent : 1) il faut qu'elles soient couplées **avec des alternatives globales** portées par des organisations qui ont suffisamment de choses en commun en termes de vision, de force de proposition et de leadership; 2) que ces alternatives globales soient soutenues par des organisations fortes et mobilisatrices qui les portent à la hauteur requise (à toutes les échelles d'intervention: locale, nationale, internationale); 3) et que ce soit partagé par les plus importants mouvements autres que le mouvement coopératif soit les mouvements syndical, agricole, des femmes, communautaire et écologique de même que les mouvements politiques qui leur correspondent.

Bibliographie

Alternatives économiques (2009), «Le monde d'après» dans *La crise*. Dossier hors série, numéro 38, avril 2009, p.138 à 166.

Beaulieu, L. (2008), *Un nouveau paradigme pour les défis du développement durable*, Fondation, Montréal. Texte paru sur le site de la conférence internationale du mouvement coopératif : <http://www.projetdesociete.coop/debat.html>

Béland, C. (2009), Plaidoyer pour une économie solidaire, Éd. Médiaspaul, Montréal et Paris.

Berthelot, J. (2009), « Pour un modèle agricole dans les pays du Sud », *Monde diplomatique*, novembre 2009, p.25.

Bonelli, L. et W. Pelletier (2009), «De l'État-providence à l'État manager», *Le Monde diplomatique*, décembre 2009, p.19 à 21.

Brassard, M-J (2010), *Consultations prébudgétaires du gouvernement du Québec*. Mémoire du CQCM, janvier.

Brassard, Marie-Joëlle (2008), «Une pensée binaire qui occulte l'innovation coopérative» dans *Le Devoir* (Rubrique Idées), 10 mars 2008.

Brunel, S. (2009), *Nourrir le monde, vaincre la faim*. Larousse, Paris.

Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

CDSS (2008). *Comblent le fossé en une génération. Instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux*. Rapport de commission, Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève.

Cohen, D. (2009), *La prospérité du vice, une introduction (inquiète) à l'économie*. Ed. Albin Michel, Paris.

Copans, J. (2010), *Sociologie du développement, domaines et approches*, Éd. A.Colin, Paris.

Favreau, L. (2010), *Mouvement coopératif, une mise en perspective*. Collection *Initiatives*, PUQ, Sainte-Foy.

Favreau, L., L. Fréchette et R.Lachapelle (2010), *Mouvements sociaux, démocratie et développement : les défis d'une mondialisation solidaire*, Presses de l'Université du Québec, Québec.

Favreau, L., L. Fréchette et R.Lachapelle (2008). *Coopération Nord-Sud et développement, le défi de la réciprocité*, Presses de l'Université du Québec, Québec.

Gadrey, J. (2010), «Peut-on s'en sortir dans le cadre d'un capitalisme réformé?», *Alternatives économiques*, février 2010 (carnet)

Généreux, J. (1999). *Introduction à la politique économique*. Seuil, Paris.

George S. (2008), «Une économie écologique pour sortir de la crise», revue *Politis*, octobre-novembre, Paris, p.51 à 54.

George, S. (2004), *Un autre monde est possible si...*Fayard, Paris.

Godard, O. (2010), «Y a-t-il une vie après Copenhague?», *Alternatives économiques*, numéro 288, février 2010.

Guilbault, S. (2009), *Alerte! Le Québec à l'heure des changements climatiques*. Boréal, Montréal.

Hall, P. et D. Soskice (2001). *Varieties of Capitalism : The institutional foundations of comparative advantage*. Oxford University Press.

Harribez, J.-M et D. Plihon (2009), «Une grande transformation s'impose» dans la revue *Alternatives économiques*, Dossier *La crise*, avril 2009, p. 151 à 155.

Houtart, F. (2008), «Le développement contre et au-delà de la crise». Exposé à l'Assemblée générale de l'ONU. Texte disponible sur le site

du GESQ, <http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/enjeux/Houtart.pdf>

Jeantet, T. (2008), *L'économie sociale, une alternative au capitalisme*, Économica, Paris.

Jeantet, T. et J-P. Poulnot (2007). *L'économie sociale, une alternative planétaire*. Éd. Charles L. Mayer/Les Rencontres du Mont-Blanc, Paris.

Kempf, H. (2009), *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Seuil, Paris

Lipietz, A. (2009), «Un new deal vert» dans *Alternatives économiques, La crise*, hors-série numéro 38, mars 2009, p.163 à 165

Lemay, J-F., L.Favreau et C.Malidier (2010), *Commerce équitable, les défis de la solidarité dans les échanges internationaux*, PUQ, Sainte-Foy.

Lipietz, A. (2009), *Face à la crise, l'urgence écologique*, Ed. Textuel, Paris.

Lisée, J.-F. (2009), *Imaginer l'après-crise*, Boréal, Montréal.

Massiah, G. (2003), «Le mouvement citoyen mondial», revue *Mouvements*, Paris, p. 12 à 30.

Molina, E. (2009), *Le mouvement coopératif international : quelle contribution à une mondialisation équitable?* Cahier de recherche, ARUC-ISDC, UQO, Gatineau.

Molina, E, (2010), *Mouvement coopératif et mondialisation*, Revue *Vie Économique*, Vol.1 no.4, mai, Éditions de la Coop. OÏKOS, Montréal.

Paugam, S, (2007), *Repenser la solidarité*. PUF, Paris.

Petrella, R. (2007), *Pour une nouvelle narration du monde*, Écosociété, Montréal.

Petrella, R. (2009), *Le manifeste de l'eau pour le 21^e siècle*. Fides, Montréal.

Relations (2010), *Des voies pour réinventer l'économie*. Dossier de la revue, numéro de

juin, Montréal.

Stiglitz, J. (2010). *Le triomphe de la cupidité* - Éditeur : Les liens qui libèrent, Paris.

Touraine, A., M.Wieviorka et F. Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*, Fayard, Paris.

Turcotte, C. (2010), «Un Québec solidaire. Les organisations syndicales ont mis l'épaule à la roue économique». Journal *Le Devoir*, 10 avril, Montréal.

Veltz, P. (2008), *La grande transition*, Seuil, Paris.

Visscher Christian de et Frédéric Varone (2004), «La nouvelle gestion publique "en action"», *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.11, no.2, p.177-185.

Visitez mon blogue (carnet) :
<http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/>



Visitez le site de la conférence internationale
<http://www.projetdesociete.coop/>



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*

Centre des congrès de Lévis

